

<b>Demande déposée le 29/07/2022</b>	
Par :	<b>COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL DE SARTHE</b> <b>Monsieur FRANCO Emmanuel</b>
Demeurant à :	<b>27 RUE DU ONZE NOVEMBRE</b> <b>72210 LA SUZE SUR SARTHE</b>
Sur un terrain sis à :	<b>27 RUE DU ONZE NOVEMBRE</b>
Cadastré :	<b>346 AM 320</b>
Pour :	<b>Retrait de locaux modulaires</b>

**N° PD 072 346 22 Z0001**

**Surface de plancher**  
**démolie : 147 m<sup>2</sup>**

**Le Maire de la Commune de La Suze-sur-Sarthe,**

Vu la demande de permis de démolir susvisée,  
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,  
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 22/11/2007, modifié,

**A R R E T E**

**ARTICLE UNIQUE :** Le permis de démolir **EST ACCORDE** pour les travaux décrits dans la demande.

En application de l'article R 452-1 du code de l'urbanisme, des travaux de démolition ne peuvent être entrepris avant la fin d'un délai de 15 jours à compter de la plus tardive des deux dates suivantes :

- date à laquelle le pétitionnaire a reçu notification du présent arrêté ;
- date de transmission de cet arrêté au préfet.

**A La Suze-sur-Sarthe, le 18/08/2022**  
**L'adjointe au Maire,**

**Delphine DELAHAYE**



Date de mise en ligne :

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 421-2-4 du Code de l'Urbanisme. Elle est exécutoire 15 jours à compter de sa réception.*

---

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

---

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment : *obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...*) qu'il appartient au bénéficiaire de l'autorisation de respecter.

- **VALIDITE** : Conformément à l'article R. 424-17 et R. 424-18 du code de l'urbanisme et en application du décret n°2016-6 du 5 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaires (s) ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

- **AFFICHAGE** : Mention du permis doit être affichée sur le terrain par le bénéficiaire dès sa notification et pendant toute la durée du chantier, et au moins pendant deux mois. Il est également affiché en mairie pendant deux mois.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Le bénéficiaire d'un permis qui désire contester la décision peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la transmission de la décision attaquée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les permis délivrés au nom de l'Etat.

Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse au terme de quatre mois vaut rejet implicite*)

---